Étude d'histoire économique

Les bêtes à cornes et leurs implications historiques en Amérique française

Robert-Lionel Séguin

Volume 7, numéro 4, mars 1954

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301624ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301624ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Séguin, R.-L. (1954). Étude d'histoire économique : les bêtes à cornes et leurs implications historiques en Amérique française. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 7(4), 538–557. <https://doi.org/10.7202/301624ar>

ÉTUDE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

LES BÊTES À CORNES ET LEURS IMPLICATIONS HISTORIQUES EN AMÉRIQUE FRANÇAISE *

2ÈME TRANCHE (1670—1700)

La valeur marchande de nos bêtes à cornes semble se maintenir au montant déjà énoncé. Par exemple, le 26 juillet 1671, Jean Decoyou loue "une vache de poil Noir"¹. Le locateur, Jacques Glinel estime l'animal alors âgée de quatre ans, à la somme de 80 livres. La durée du bail est fixé à deux ans et le locataire doit "nourrir lad Vache & escroits"².

D'autre part, déjà à la fin de la même année, Talon estime que le nombre de nos ruminants est suffisant. Dans un Mémoire sur le Canada, daté du 6 novembre 1671 et adressé au Ministre Colbert, l'intendant note que Sa Majesté a suffisamment fait "passer de bestiaux pour peupler le Canada"³. Ou encore que "les vaches et les porcs deviennent icy aussi familiers que dans l'ancienne France"⁴. Enfin Talon considère l'Acadie comme un pays "fort rempli de vaches"⁵. A ce sujet, dès la fin de 1671, il fixe à 866 le nombre des bêtes à cornes du cheptel acadien⁶. On le constate, le bétail est

* Voir, 1ère partie, *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, VI (no 3) : 408-429.

1. Greffe du notaire Thomas Frérot, minute No 54. — En dépôt aux Archives judiciaires du district de Montréal.

2. *Ibid.*

3. *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1930—31. — Correspondance de Talon, 161. (Mémoire de Talon au Ministre Colbert, 6 novembre 1671).

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France 1665—1672* (Québec, 1904), 370.

maintenant assez nombreux pour que son élevage soit chose assurée dans toute l'Amérique française. Mais l'intendant ne paraît pas encore satisfait. Il sait que l'exemple est le meilleur des enseignements. A cette fin, il transforme sa terre des Islets sur la rivière Saint-Charles en une sorte de ferme-école destinée à l'éducation des habitants. On y entretient de beaux troupeaux de bêtes à cornes pour inciter les Canadiens à faire de même⁷.

L'intérêt que témoigne Talon au cheptel canadien reçoit bientôt l'approbation royale. Ainsi de Saint-Germain, le 4 juin 1672, le ministre Colbert donne à l'intendant les directives suivantes⁸:

Sa Majesté veut toujours que vous travailliez à la multiplication des bestiaux; et, pour cet effect, jusques à ce qu'il y en ait une quantité suffisante, elle veut que le Conseil souverain en empêche par ses arrests la consommation.

Ces derniers mots sont significatifs. Ils détermineront l'économie canadienne pour l'époque. D'abord, malgré les dires de Talon, le roi trouve encore notre cheptel trop peu nombreux. Ensuite, il souhaite que les autorités de la colonie légifèrent relativement à la vente des denrées. Comme nous le constatons, le système de l'économie dirigée est appliqué dès les premières heures de la Nouvelle-France. On comprend que Talon ne reste pas inactif devant des remarques qui viennent de si haut. Il recense le bétail, et le 27 septembre suivant, il peut déjà envoyer un "Mémoire" qui contient "le nombre de personnes et de bestiaux propres et employés à la culture et au défrichement d'Ycelles (les terres)"⁹. L'année suivante (1673), l'intendant rédige un autre mémoire sur les produits à tirer de la colonie. Il est encore question de l'Acadie qui a donné, en 1671, près de soixante quintaux de bœuf salé vendus sur les marchés étrangers à vingt-deux deniers la livre¹⁰. Surtout aucune

7. Emile Salone, *La Colonisation de la Nouvelle-France — Étude sur les origines de la nation canadienne-française* (Paris, s.d.), 200.

8. *Documents Historiques*, Correspondance échangée entre les Autorités françaises et les gouverneurs & intendants (Québec, 1893), 205.

9. *Inventaire des Ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives de la province de Québec* (4 vol., Beauceville, 1919), 3: 272.

10. *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec, 1930—31*. — Correspondance de Talon, 176. (Mémoire de Talon sur le Canada).

inquiétude sur la qualité de ce produit puisqu'il "se trouve aussy bon que celui d'Irlande"¹¹.

Autre chose intéressante à souligner, le prix des ruminants accuse maintenant une progression lente mais soutenue. Ainsi le 3 mars 1674, Jean Robin loue à René Remy, pour la durée de trois ans, à raison de vingt livres, "Une Vache de poil Caille, aagée de Cinq ans estimée à la somme de quatre Vingt dix Livres"¹². Même transaction le 24 suivant, alors que Claude Pastourel cède à Jean Gareau, une vache sous poil rouge âgée de trois ans et estimée à la somme de "quatre Vingt livres"¹³. Le bail est encore pour trois ans à raison de quinze livres de beurre payables à la Saint-Michel.

Qu'on estime notre bétail trop peu nombreux, c'est discutable, puisqu'il l'est néanmoins assez pour porter préjudice aux propriétés. Le vendredi 6 avril 1674, une séance du Conseil Souverain groupe MM. de Tilly, Damours, Dupont et de Vitré. Les conseillers sont saisis d'une requête des habitants des fiefs de Notre-Dame des Anges et de Beauport demandant de garder les animaux en champ clos pour éviter tous dommages. Après considération, il est ordonné aux concernés du premier endroit de retirer chaque soir tous les bestiaux de leur grève, "a peine d'un Escu par beste pour celles qui seront trouvées la nuit sur la dicte greuve"¹⁴. Quant aux demandes des censitaires de Beauport, M. de Frontenac y répond en décrétant que tous devront garder ou faire garder leurs bestiaux "en la manière qu'ils jugeront a propos et la moins onereuse pour eux, En sorte qu'il n'arrive aucun degast"¹⁵. Enfin il est permis aux censitaires des nouvelles côtes "qu'autres que ceux qui ont le front de leurs habitations sur la grève puissent y mener leur bétail sans la permission des propriétaires"¹⁶. De ce fait, la garde et l'entretien du bétail se trouvent bien simplifiés.

11. *Ibid.*

12. Greffe du notaire Thomas Frérot, minute No. 158. — En dépôt aux Archives judiciaires du district de Montréal.

13. *Ibid.*, Minute No 159.

14. *Jugements et Délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, (6 vol., Québec, 1885), 1: 803.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

Ces dernières mesures ont-elles déterminé les habitants à surveiller davantage leurs animaux? On peut en douter, car le 28 avril 1674, d'Ailleboust doit rédiger une autre ordonnance qui enjoint aux intéressés de garder "leurs bêtes à cornes et chevalines jusqu'à ce que les grains soient entièrement recueillis, suivant les us et coutumes du pays"¹⁷.

D'autre part, les textes du temps rivalisent de minutie dans la description de nos bêtes à cornes. Par exemple, le 3 décembre 1674, Jacques L'huissier se rend en l'étude du notaire Frérot pour signer le bail de sa vache en faveur de Pierre Chapperon. L'animal est bien désignée "de poil noir les pieds blancs"¹⁸. Mais nous devons le comble à Pierre Lorrin¹⁹. Le 16 avril 1675, ce dernier alors désigné comme habitant de Ville-Marie, convient d'un accord avec le sieur André Charly, marchand et courtier de vins de Paris. Il s'agit du louage de bœufs de labour. Le nom donné à l'un des ruminants ainsi que l'infirmité qui le menace sont écrits en toutes lettres dans le document. Le passage suivant nous indique que l'appellation est des plus significatives et des plus appropriées²⁰:

Rendra led Lorrin Aud Sieur charly, Apres les semences de l'année présente. Un bœuf de lad ferme appelé, Topin, Sans Autre plus grande diminution dud Bail, que led lorrin gardera pendant led Temps a ses risques perils & fortune, fors & excepté la Veue dont il est presentement menascé.

Des deux bœufs loués, Lorrin ne rendra que "Topin". D'un autre côté, nous remarquons un certain fléchissement dans le prix des bêtes à cornes. Ainsi, le 16 juin 1675, François Pillet loue à François Séguin, de Boucherville, "une Vache de poil brun aagée de quatre ans estimée à la somme de Soixante Livres"²¹. L'accord est signé

17. Ordonnances (collection en feuilles). En dépôt aux Archives judiciaires de Montréal.

18. Greffe du notaire Thomas Frérot, minute No 151. — En dépôt aux Archives judiciaires de Montréal.

19. Il est maître-charpentier à Montréal. Époux en premières noces de Françoise Haulin, il convole à Montréal, le 20 octobre 1659, avec Françoise Saunier.

20. Greffe du notaire Benigne Basset, minute No 1133. — En dépôt aux Archives judiciaires de Montréal.

21. Greffe du notaire Thomas Frérot, minute No 168. En dépôt aux Archives judiciaires du district de Montréal.

pour la durée de quatre années et le locataire doit nourrir l'animal et ses "Escroits"²². En plus, il versera au locateur le loyer annuel de douze livres.

Coutume assez singulière, il semble que faute d'espace dans les fenils, les habitants de l'époque aient pris l'habitude d'entasser du fourrage dans un coin des maisons. On y amènerait même des animaux pour les nourrir. En tout cas, nous relevons ce qui suit dans un règlement daté du 11 mai 1676 et dérivant des ordonnances de MM. Mézy, Tracy, Courcelles et Frontenac²³:

Défense à toutes personnes de garder des fourrages dans leurs maisons, en lieux susceptibles du feu, particulièrement en la basse-ville de Québec, ni de nourrir aucuns bestiaux dans la dite basse-ville pendant l'hiver à cause des accidens du feu, qui en arrivent trop souvent...

Mesure opportune pour éviter toute conflagration dans un pays où les moyens de combattre l'incendie sont réduits au minimum. Soulignons que l'hygiène n'est pas non plus ignorée. La preuve c'est que "si quelqu'un veut y en avoir (des bestiaux dans la basse-ville) pendant l'Été, ils seront tenus de nettoyer tous les huit jours, les lieux où ils les retireront la nuit, et en porteront les fumiers à la rivière, sous peine d'amende arbitraire et confiscation des bestiaux"²⁴. La propreté doit régner partout. Enfin un arrêt tiré des mêmes règlements enjoint aux bouchers qui font l'abattage de bovins de "porter à la rivière tout le sang et les immondices, sous peine de 10 livres d'amende"²⁵. Sage précaution pour éliminer tout foyer de contagion propre aux épidémies.

Toujours à la même époque, soit le 24 octobre 1676, M. LeNeuf de la Vallière se fait concéder le canton de Chignitou qui deviendra la seigneurie de Beaubassin. La question du cheptel n'intéresse pas seulement la Nouvelle-France, elle se transpose à toute l'Acadie.

22. *Ibid.*

23. *Ordonnances des Intendants et Arrêts du Conseil Supérieur de Québec* (2 vol., Québec, 1803—1806), 2: 150.

24. *Arrêts et règlements du Conseil Supérieur de Québec et Ordonnances et Jugements des Intendants du Canada* (3 vol., Québec, 1854—1856), 2: 66.

25. *Repertoire des Arrêts, Édits, Mandements, Ordonnances et Réglements relatifs à Montréal sous le Régime Français* (1640—1760), (Montréal, 1919), 16.

Le nouveau seigneur va consacrer deux décades au défrichement et au peuplement de son fief. Pour aider le terrien, LeNeuf ne ménage rien, même qu'il "y amena des bestiaux²⁶".

Revenons en Laurentie. On reconnaît que les ruminants, les bœufs de labour surtout, sont intimement liés à l'expansion agricole de la colonie. A ce sujet, la cause suivante portée devant les tribunaux mérite d'être rappelée. Me Jean de Mosny²⁷, chirurgien de Québec, y poursuit pour dette Jean-Baptiste Peuvret, sieur du Mesnu²⁸ et Damoiselle Catherine Nau, son épouse. En guise de paiement, le demandeur fait saisir des bœufs qui servent aux travaux sur les terres que les défendeurs possèdent à Gaudarville. Un arrêt du Conseil Supérieur de Québec, rendu au matin du 29 octobre 1676, rejette cette demande. Mais le sieur Peuvret est néanmoins condamné à payer en argent le montant réclamé. Le procès prend une telle tournure après que la défense eut produit un bail passé devant le notaire Rageot, de Québec, le 29 décembre 1675, entre Peuvret et Jean Querganivet²⁹. Le document établit clairement "que les dits deux bœufs saisis sont de la dite habitation (les terres de Gaudarville) et pour faire valoir icelle"³⁰. Ce verdict reçoit bientôt une complète confirmation. On juge nécessaire qu'une législation protège le bétail contre les saisies. Le 17 novembre 1678, le Conseil émet plusieurs ordonnances pour modifier celles d'avril 1667. On demande d'abord aux officiers de justice d'user de plus de modération dans l'exercice de leurs fonctions, surtout "si les bestiaux saisis

26. Rameau de Saint-Père, *Une Colonie Féodale en Amérique. L'Acadie (1604—1881)*, (2 vol., Paris-Montréal, 1889), 1: 168.

27. Baptisé en 1643, il est fils de Paul et de Marie Filleul, de Grande, évêché de Lizieux. A Québec, le 9 janvier 1673, il épouse Catherine Fol, fille de Claude et d'Étienne Michel, de Saint-André, évêché de Châlons. Il est inhumé à Québec, le 30 juillet 1687.

28. Greffier du Conseil Souverain, seigneur de Gaudarville, il est né en 1632, fils de Jacques, conseiller du Roy, lieutenant criminel en l'élection du Perche et de Marie de la Garenne. A Québec, le 10 juillet 1659, il épouse en premières noces, Marie-Catherine Nau, veuve de Louis De Lauzon. Il convole encore à Québec, le 16 octobre 1681, avec Marie-Rogère Lepage, veuve de Roch Thoéry. Il est sépulturé à Québec, le 23 mai 1697.

29. Baptisé en 1622, il est inhumé à Lorette, le 15 août 1699. Il avait épousé Marie-Anne Bultet, fille de Pierre et de Jeanne Charron.

30. *Arrêts et règlements du Conseil Supérieur de Québec et Ordonnances et Jugements des Intendants du Canada* (3 vol., Québec, 1854—1856), 2: 74.

produisent d'eux-mêmes quelque profit ou revenu, le gardien en tiendra compte au saisi ou aux créanciers saisissants³¹. Ou encore en procédant à l'exécution d'une saisie, on aura soin de laisser aux personnes visées "une vache pour aider à soutenir leur vie"³². Mais la volonté du législateur va plus loin. Même l'autorité royale ne pourra s'emparer des bovins comme paiement de dettes découlant d'impôts ou de taxes. L'article XVI des règlements est bien explicite à ce sujet: "Les chevaux, bœufs, et autres bêtes de labourage, char-rués, charrettes et ustensiles servans à labourer et cultiver les terres, vignes ne pourront être saisis, même pour nos propres deniers"³³. Une amende de cinquante livres est imposée aux contrevenants. On fait cependant exception pour ceux qui ont financé l'achat des animaux et des agrès concernés: "N'entendons toutefois comprendre les sommes dues au vendeur, ou à celui qui a prêté l'argent pour l'achat des memes bestiaux et ustensiles, ni de ce qui sera dû pour les fermages et moissons des terres où seront les bestiaux et ustensiles"³⁴.

Dès lors, toutes les nations du vieux continent comprennent que tout commerce métropolitain doit s'épauler sur les colonies. De nouvelles voies maritimes sont ouvertes. Nous connaissons celle projetée par Colbert, Il s'agit de la route triangulaire France-Canada-Antilles. Ajoutons qu'à l'époque, la Nouvelle-France tente sérieusement de nouer des relations commerciales avec les Iles. Cet intérêt est réciproque puisque le 28 février 1681, l'Intendant "des isles de l'Amérique" réunit ses conseillers pour leur communiquer que les autorités canadiennes et acadiennes voudraient "eschanger en bœuf salé du sucre raffiné, confitures, gingembre, casse et aultres menues marchandises"³⁵. La politique antillaise vise à réduire le plus possible les exportations. Cependant, on reconnaît que les vaisseaux qui iront à Boston devront revenir avec des "chevaux,

31. *Ibid.*, 1: 212.

32. *Ibid.*

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

35. *Collection de manuscrits contenant lettres, mémoires et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France*, recueillis aux archives de la province de Québec ou copiés à l'étranger. (4 vol., Québec, 1883—1885), 1: 276.

mules, bœufs et bœuf salé et pour cela qu'il leur soyt deffendu d'apporter aucune aultre chose"³⁶. Enfin, on souhaiterait tirer du poisson des comptoirs de Québec et de l'Acadie.

A la fin de l'année 1681, le nombre des représentants de la race bovine dans la colonie laurentienne se chiffre à 6,657 bœufs et à 241 vaches laitières. Tout ce bétail est ainsi reparti³⁷:

Québec	402 bœufs	56 vaches
Ile d'Orléans	873 "	17 "
Gouvernement de Québec	2,665 "	119 "
Trois-Rivières	105 "	—
Gouvernement des Trois-Rivières	633 "	16 "
Montréal	1,019 "	21 "
Gouvernement de Montréal	960 "	62 "

Le recensement général de la Nouvelle-France, pour la même époque (1681), nous donne jusqu'aux noms des possesseurs de bestiaux. Pour abrégér cette nomenclature, nous ne mentionnerons que ceux des propriétaires de vaches laitières. Ces dernières sont peu nombreuses comparativement aux bœufs de labour. Il semble que l'industrie laitière n'est pas le principal souci de l'habitant.

Séminaire de Québec	4 vaches	Basse-Ville:	
Couvent des Recollets,	4 "	Noel Faveron, menuisier	1 vache
René Hubert (huissier),	2 "	Jacques Gauthier dit Le-	
		veillé	2 "
René-Louis Chartier de		René Brisson, boucher	1 "
Lotbinière (lieutenant-		Guillaume Guillot dit La-	
général de la prévôté de		rose	1 "
Québec),	1 "	Jean Demosny, chirurgien	1 "
Louis Bolduc, procureur		Etienne Blanchon, tailleur	1 "
du roi,	2 "	René Savard, boulanger	1 "
Romain Becquet, notaire	1 "	Guillaume de Nevers,	1 "
		Pierre Loineau,	1 "
Paul Denys, sieur de St-		Jean Souillard, arquebu-	
Simon	3 "	sier	1 "
Noel Levasseur,	2 "		

36. *Ibid.*

37. Benjamin Sulte, *Histoire des Canadiens-Français*, 1608—1880, (8 vol., Montréal, 1882—1884) 5: 53—88.

Pierre Normand dit La
Brière, tailhandier, 1 vache
Vincent Chrestien 1 "
Jean Amiot, serrurier 1 "
Denis de Romes, tail-
handier 1 "
Claude Challe, tonnelier 1 "
Nicolas Gauvreau, 1 "

Haute-Ville:

Denis Robert 1 "
Abel Sagot dit Laforge,
tailhandier 1 "
Edmé Tinon dit Desro-
ches, 1 "
Henry Delaunay, charron 1 "
Pierre Moreau, 1 "
Olivier Morel de La Du-
rantaye 2 "
Rene Reaume, charpen-
tier 1 "
Denis Lemaître, tailleur 1 "
Guillaume Jourdain, 2 "
Mme Marie-Françoise
Chartier de Lotbinière,
veuve de Pierre Joybert,
seigneur de Soulanges, 2 "
Pierre Levasseur, me-
nuisier 1 "
Jean Lemelin dit Tou-
rangeau, 2 "
Jean Rouillard, 1 "

Seigneurie de Godarville,

Louis Brossart, 1 "

Seigneurie de Maure,

Pierre Martin, 1 "
François Fleury, bou-
langer 2 "
Michel Lemaire, 1 "
Jean Rosset, 1 "
Michel Thibaud, 2 "

Seigneurie de Dombour Neu-
ville,

Jacques Damien, 1 vache
François Marquet, 1 "
Pierre Pichet, 2 "
Louis Bonnaudeau, 2 "
Jacques Lebrun, 1 "
Louis Ballard dit Latour, 1 "
Simon Pelau dit Lafleur, 1 "
François Vandalle, 1 "

Pointe-aux-Écureuils,

Pierre Grenon, 2 "
Pierre Lefebvre, 1 "
Jean Cosset, 2 "

Batiscan,

Joseph de Marache, 2 "
Rene Chartier, 1 "
Claude Houssard, 1 "
Jean-François Desmarets
dit Lamothe, 1 "

Champlain,

Mathieu Michel Brunet
dit Lestang, 1 "
Guillaume Dubord dit
Lafontaine, 1 "
Louis Pinard, chirurgien, 1 "
Pierre Mercerot, char-
pentier 1 "

Aucune vache dans la ville des
Trois-Rivières.

Rivière-du-Loup,

Jacques Passart, sieur de
la Bretonnière, 1 "

Seigneurie de Villemur,

Jean Pied dit Trempe, 4 "

Dominique Astruc 1 vache
 Jean Bougrant dit Cham-
 pagne, 2 "
 Jean Dumanoy 2 "

Seigneurie de La Valtrie,
 Pierre Guignet, 1 "

Seigneurie de Repentigny,
 Gilles Monin, charpentier 1 "
 Jacques Monceaux, 1 "

Seigneurie de La Chenaye,
 René Masson, chirurgien, 1 "

Aucune vache sur l'île Jésus.

Ville de Montréal,
 Jean Delpice, 1 "
 Jean Roy, 1 "
 Guillaume Chartier, 1 "
 Robert Janot, 1 "
 Joseph de Montenon, 1 "
 Antoine Bazinet, 1 "
 Jacques Chevalliers,
 charpentier, 1 "
 Antoine Baudry, cloutier 1 "
 Thomas Chartrand, cor-
 donnier 1 "
 Pierre Hogue, 1 "
 Pierre Picard, cordonnier 1 "
 Louis Marié, 1 "
 Pierre Legerand, 1 "
 Jacques Boivin, 1 "
 Jean Senecal, 1 "
 Jean Sicard, 1 "
 Jean Martinet, chirurgien 1 "
 Alexandre Turpin, 1 "

Fief Verdun,
 Pierre Cavelier, 1 "
 Olivier Quesnel, 1 "

Prairie de la Magdeleine,
 Jean Caillau, 1 vache
 François Royne, 2 "
 Louis Paillard, 1 "
 Jean Cusson, 1 "
 Jean Bourbon, 3 "
 Antoine Cayer, 2 "
 Charles Diel, 3 "
 Jacques Surprenant, 2 "
 René Dumas, 2 "
 André Marsilly, 1 "
 Jean Bouthillier, 1 "

Longueuil,
 Adrien St-Aubin, 1 "
 Mathurin Collin, 1 "
 Pierre Charon, 1 "

Ile Saint-Thérèse,
 Louis Brien, 1 "
 Henry Catin, 1 "
 Jacques Vaine, 1 "

Seigneurie du Tremblay,
 Etienne Charles, 1 "
 Jean Denis, 1 "
 Nicolas Daubray, 1 "

Seigneurie de Boucherville,
 Antoine Dauré, 1 "
 Jean De Lafond, 1 "
 Charles Martin, 1 "
 Claude Pastorel, 1 "
 Roger Latouche, 1 "
 Pierre Lancogne, 1 "
 François Quintal, tailleur 1 "
 Louis Robert, cordonnier 2 "
 Jacques Bourdon, 1 "

Seigneurie de Varennes,
 Gilles Mignolet, 1 "
 Jean Gautier, 2 "
 Ignace Héber, 2 "

Seigneurie de Contrecœur,		Seigneurie de Lauzon,	
Jean Coitou dit Prevost, 1 vache		Martin Guesdon, chapelier	1 vache
Jean Brunet, 1 "		Nicolas Massard, 1 "	
Seigneurie de St-Ours,		Jean Pilote, 1 "	
François César, 1 "		André Bergeron, 2 "	
André Matigny, 1 "		Gabriel Lemieux, 2 "	
Seigneurie de Chambly,		Charles Courtois, 1 "	
Jean Poirier, 1 "		Mathurin Vallet, 2 "	
Louis Bariteau, 1 "		Cap St-Claude,	
Seigneurie de Saurel,		Zacharis Lis, 2 "	
André Poutré, 1 "		Louis Onot, 1 "	
Jean-Bte St-Amand, patissier 1 "		Antoine Drapeau, tailleur 1 "	
Seigneurie de St-François,		Seigneurie de Beaumont,	
Jacques Mougras, 1 "		Pierre Masseray, 1 "	
Rivière Nicolet,		Seigneurie de La Durantaye,	
Jean Lampron, 1 "		François Rouillard, 1 "	
Jacques Pepin, 2 "		François Paquet, 1 "	
Seigneurie de Lintot,		Seigneurie de Bellechasse,	
Pierre Deshayes, 1 "		Pierre Duval, 1 "	
Michel David, 1 "		Jean Rollandeau, 1 "	
Seigneurie de Lotbinière,		Pierre Richard, 1 "	
Michel Hebert, 1 "		Nicolas Bouchard, 2 "	
Jean Beaudet, 1 "		Seigneurie de Beaupré,	
Jacques Gautier, charpentier, 1 "		Ignace Gasnier, 1 "	
Villiers,		Pierre Laforest, 3 "	
Pierre Bourgoïn, 1 "		Robert Foubert, 2 "	
		Pierre Moisan, 1 "	
		Louis Moreau, 3 "	
		François Sauvin, charpentier de navire 1 "	

Claude Auber,	1 vache	Village Saint-Bernard,	
Laurent Gignard, cor-		Germain Vanier,	2 vaches
donnier,	2 "	Michel Verret,	1 "
Guillaume Payet, tail-		Martin Pare dit le Por-	
handier	1 "	tugais,	1 "
Seigneurie de Beauport,		Petite Auvergne,	
Jacques Menard,	1 "	Jacques Hupé,	1 "
Jean Provost,	2 "	Jacques Delinelle,	1 "
Pierre Morel,	2 "	François Barbault, sabot-	
Nicolas Durand,	1 "	tier,	1 "
Pierre Vallée, chirurgien	2 "	René Gervais, maçon	1 "
Jacques Vandandaigne,	1 "	Jacques Cahier,	1 "
Jacques Tardif,	1 "	Jacques Fluét,	2 "
René Ciret,	2 "	Jacques Auvray,	1 "
Jean L'Espenay,	1 "	Jacques Dion,	1 "
Bourg-Royal,		Julien Meunier,	1 "
Jacques Gerny,	2 "	Philippe Gusiller,	1 "
François Leroux,	2 "	Jean Lefebvre, tanneur	1 "
Jean Segoin,	1 "	Jean Gauvin,	1 "
Jean Poittevin,	2 "	Jean Gely,	1 "
		Jacques Fournier,	2 "
Village Saint-Claud,		Côte Saint-Michel,	
Jean Sabourin,	2 "	Louis Lavergne, maçon	1 "
Jacques Leblanc,	1 "	Charles Danais,	1 "
Pierre Faye,	1 "	Comté de Saint-Laurent, (île	
Charlesbourg,		d'Orléans)	
Jacques Duhault,	2 "	François Dupont,	1 "
Pierre Chamare,	1 "	Nicolas Grouvet,	1 "
Pierre Cicatteau,	2 "	Pierre Saint-Denis,	1 "
Charles Gottereau,	2 "	Jean Houde,	1 "
Simon Leduc,	1 "	Pierre Roussel,	1 "
Village Saint-Joseph,		Jacques Manseau,	3 "
Aucune vache ni trou-		Martin Dalleray,	1 "
peau excédant 7 têtes.		Mathurin Dubé,	1 "
		François Blery,	1 "
		Pierre Terrien,	1 "
		Alexandre Boissard,	1 "
		Pierre Butault,	1 "
		Estienne Menil,	2 "

D'après ce recensement du 14 novembre (1681), le censitaire qui possède le plus grand nombre de vaches serait Jean Pied dit Trempe, de la seigneurie de Villemur. Proportionnellement à sa superficie et à sa population, l'île d'Orléans, devenue depuis le comté de Saint-Laurent, renferme les plus beaux troupeaux de bêtes à cornes. Mais c'est à la Prairie de la Magdeleine que l'industrie laitière semble la plus florissante.

D'autre part, nous connaissons les vaines tentatives de la Métropole pour "franciser" l'autochtone. L'échec de la réduction de Sillery se passe de commentaires. Colbert qui s'est toujours intéressé à la question ne semble pourtant pas accorder une trop grande confiance aux méthodes des Ursulines. Le 12 novembre 1682, il écrit à M. de la Barre pour lui recommander de faire servir l'établissement des Islets à l'éducation des filles indiennes et de leur enseigner à vivre comme "les villageoises de France au lieu qu'aux Ursulines, elles n'apprennent qu'à prier Dieu et à parler françois"³⁸. On se persuade qu'une fois "francisées", ces épouses indigènes influenceraient vite leurs compagnons dans le même sens. Et le grand ministre de continuer sur cette note optimiste: "En les mariant, (les indiennes) on leur donneroit une vache"³⁹. L'idée n'est pas neuve, car on se souvient du premier envoi de ruminants en Huronie, dès 1646. On connaît la suite. Le fils des bois ne s'intéresse pas à l'élevage et pourtant, malgré ce premier échec, Colbert persiste encore à répandre le bétail à cornes dans les territoires indiens.

Rappelons-nous l'ordonnance de janvier 1678 qui déclare nulle la saisie de bestiaux nécessaires à l'exploitation d'une ferme. Cette mesure devient périmée en décembre 1683. Aussi comme on juge nécessaire de prolonger d'un autre terme la durée de cette loi, dès le 6 octobre de la même année, le gouverneur signe un arrêt destiné à cette fin. L'extrait suivant nous intéresse particulièrement⁴⁰:

afin de donner moyen à nos Sujets de cultiver et améliorer les terres par la nourriture des Bestiaux, et les mettre en état de

38. *Documents Historiques*, Correspondance échangée entre les Autorités françaises et les gouverneurs & intendants (Québec, 1893), 212.

39. *Ibid.*

40. *Ordonnances des Intendants et Arrêts du Conseil Supérieur de Québec* (2 vol., Québec, 1803—1806) 1: 260.

payer les impositions qui sont faites sur eux; A ces causes, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité Royale, nous avons par ces présentes, signées de notre main, fait et faisons très expresses défenses aux créanciers des communautés et particuliers de saisir et faire saisir les Bestiaux de toute qualité, ensemble à tout Hussiers et Sergents de faire aucune execution et vente sur les dits Bestiaux, et ce pendant le tems de six années, à compter du premier Janvier de l'année prochaine mil six cent quatre vingt quatre...

Il ne faudrait pas conclure que tout le cheptel canadien est logé dans le périmètre de la colonie laurentienne. Une bonne partie de nos ruminants se trouve autour des comptoirs des Grands-Lacs, à proximité des postes, pour servir à l'alimentation des garnisons. Ainsi relativement à l'état du fort Frontenac, le marquis de Seignelay écrira ce qui suit à la Barre, en date du 14 novembre 1684: "Le dit fort (Frontenac) étoit alors tout ouvert et a été rendu à la Forêt en bon état avec deux redoutes revêtues et trois courtines, deux barques qui ont coûté 10 mille livres et grand nombre de bestiaux⁴¹." Même si la Laurentie ne renferme pas tout le cheptel de la Nouvelle-France, il s'en trouve tout de même assez pour causer des embêtements. Le 10 mai 1686, nouvelle ordonnance du juge du bailliage "obligeant les habitants à garder ou faire garder leurs bestiaux jusqu'à ce qu'ils aient la permission de les laisser aller sans garde, a peine de 10 livres d'amende"⁴². Le 19 du même mois, le document est affiché par Bailly sur la place publique de Montréal⁴³. Le 5 octobre suivant (1686), Migeon de Branssat accorde une permission à l'effet de laisser vaquer les animaux dans les champs, à la réserve toutefois des "prairies closes et entourées de hayes vives ou de pieux"⁴⁴. S'il y a relâchement au règlement du 10 mai précédent, c'est uniquement "pour que les bestiaux puissent prendre de nouvelles forces pour passer l'hiver"⁴⁵. Cette explication nous renseigne

41. *Documents Historiques*, Correspondance échangée entre les Autorités françaises et les gouverneurs & intendants (Québec, 1893), 220.

42. *Répertoire des Arrêts, Edits, Mandements, Ordonnances et Réglements relatifs à Montréal sous le Régime Français* (1640—1760), (Montréal, 1919), 34.

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*, 35.

45. *Ibid.*

sur les méthodes de l'époque. L'alimentation des bestiaux ne se pratique pas comme de nos jours. Au lieu de donner aux bêtes à cornes des moulées et du fourrage de qualité durant l'hiver, on préfère les soigner à la paille. L'animal ne peut certes pas donner un bon rendement dans de telles conditions, car il lui faut une partie de l'été pour récupérer les forces perdues l'hiver. Si on économise un peu sur la nourriture, par contre, l'industrie laitière y perd considérablement.

Mais la permission d'octobre 1686 ne peut se prolonger longtemps. Dès le 8 avril 1687, nouvel arrêt de M. Migeon enjoignant aux habitants de garder ou faire garder les bestiaux⁴⁶. Cette dernière mesure s'explique. Il faut protéger les emblavures nouvellement ensemencées. Comme les champs ne sont pas encore suffisamment clôturés, on doit éviter qu'ils soient piétinés par le bétail. La preuve, c'est que, dès le 19 mai suivant (1687), M. Migeon de Branssat émet une autre ordonnance qui condamne les habitants des "côtes" à dix livres d'amende s'ils ne gardent pas leurs bêtes à cornes en champ clos. Tout ceci parce que "les bestiaux de toutes sortes despeces faisoient un desgast Considerable aux grains Ensemences ou dans les prairies"⁴⁷.

D'autre part, on ne cesse d'encourager l'habitant à augmenter le nombre de ses animaux. C'est à qui fera le mieux et chaque seigneur de faciliter par tous les moyens cette multiplication chez ses censitaires. Par exemple, de 1667 à 1687, la seigneurie de François Berthelot à l'île d'Orléans passe de 327 têtes de bétail à 852⁴⁸. C'est le fief modèle et proportionnellement ce résultat n'est atteint nulle part ailleurs, pas même par Montréal qui, de 344 têtes est passé à 1181. Bien entendu, durant ces deux décades, nous devons tenir compte que le cheptel de Ville-Marie s'est enrichi de nouveaux arrivages, tandis que celui de l'île d'Orléans n'a pu compter sur aucun apport étranger. Aussi la récompense ne se fait pas attendre; dès 1676, l'île d'Orléans devient le comté de Saint-Laurent⁴⁹.

46. *Ibid.*

47. Ordonnance en feuilles. En dépôt aux Archives judiciaires du district de Montréal.

48. *Recensements du Canada 1665—1871* (5 vol., Ottawa, 1876), IV: 16.

49. Emile Salone, *La Colonisation de la Nouvelle-France — Étude sur les origines de la nation canadienne-française* (Paris, s.d.), 236.

Chose peu louable, on ferait de nos paisibles bovins de trait, les complices des travailleurs du dimanche. La nature humaine ne change guère, et à l'époque, on trouve des violateurs du jour du Seigneur. Mais nous n'avons pas à juger mais à constater les événements, et le 13 janvier 1688, M. Migeon de Branssat doit émettre une ordonnance à l'effet de défendre "datteler Les Chevaux Et Les Bœufs pour travailler ou porter des grains au Moulin Et ailleurs"⁵⁰, les dimanches et jours de fêtes, sous peine de confiscation desdits grains. De leur côté, les meuniers doivent tenir fermées les portes de leurs établissements, ces jours-là⁵¹. Le texte de cet arrêt est lu à la porte de l'église paroissiale de Ville-Marie et ensuite affiché contre le poteau de la place publique, le 29 du même mois.

Il est normal que les communautés religieuses et les autres corps organisés aient les plus nombreux cheptels. Par contre, un des plus beaux troupeaux de race bovine pour une ferme privée reste celui du sieur Nicolas Perrot⁵², seigneur de la Rivière-du-Loup. Le 10 juillet 1690, son épouse Magdeleyne Raclos vend au sieur Mathurin Guillet, de Montréal⁵³:

six bœuf deux agez de dix a onse ans, deux de Cinq Ans & deux au'es quy vont sur quatre Ans, Plus trois Vachez Une de six Ans Lautre quy vat sur quatre And & L'au'e vat sur trois Ans.

Les bœufs se vendent au prix de 70 livres chacun et les vaches à celui de 30 livres par unité. La somme totale de 510 livres devra se solder le 29 septembre suivant, fête de la Saint-Michel. La vendeuse doit livrer tout ce bétail au lieu du Cap-de-la-Magdeleine, au sieur Lemoyne, procureur et beau-père de Guillet, entre le mois de juin et la fête de la Sainte-Madeleine. Dès le 6 octobre suivant, Magdeleyne Raclos a déjà reçu le parfait paiement de cette vente⁵⁴.

Puis à la tranquillité de la paix vont bientôt succéder les inquié-

50. Ordonnance en feuilles. En dépôt aux Archives judiciaires du district de Montréal.

51. *Ibid.*

52. Capitaine de la côte de Bécancour.

53. Greffe d'Antoine Adhémar, minute No 1710. En dépôt aux Archives judiciaires du district de Montréal. (Marché fait Entre Madame Perrot Au sieur Guillet).

54. *Ibid.*

des de la guerre. Les colonies acadienne et laurentienne sont devenues trop gênantes aux armateurs bostonais. Il faut balayer le fleurdelisé de tout le littoral de l'Amérique septentrionale. Aussi est-il logique que l'agresseur porte les premiers coups à proximité de sa base d'attache. La principale visée est la malheureuse Acadie. Du témoignage de La Potherie⁵⁵:

ils (les Anglais) pillèrent & enleverent tous les meubles des habitants de Chignitou ou Beaubassin, nonobstant la neutralité qui s'etoit faite entre eux; ils brulerent les maisons de ceux qui avoient fui dans les bois, & tuerent tous les Bestiaux qu'ils purent attraper.

Cette première razzia terminée, on se tourne vers la Nouvelle-France. La flotte ennemie est confiée à Phipps, mais la colonie du Saint-Laurent a partout des éclaireurs. La descente des forces de la Nouvelle-Angleterre est vite signalée. L'envahisseur n'ignore pas toute l'importance du cheptel bovin pour l'agriculture et l'alimentation du pays. Aussi vise-t-il à priver les territoires français de cette richesse. On veut répéter ici les abattages massifs de l'Acadie. Mais la leçon a profité aux Canadiens et pour parer aux massacres de bestiaux⁵⁶:

Les ordres furent donnez aux habitants du bas du fleuve de se tenir sur leur gardes, & l'on devoit aussi faire passer les bestiaux des isles dans la profondeur des terres.

Sage mesure dans les circonstances. Cependant, les voiles anglaises sont à peine reparties de la rade de Québec, que la vie judiciaire reprend son cours. Les tribunaux ont à disposer de certaines réclamations relatives à des saisies de bestiaux. Un règlement du 6 février 1691, sans complètement révoquer celui du 6 novembre 1683, stipule néanmoins qu'on ne pourra désormais saisir du bétail sans une déclaration de Sa Majesté. Un cas bien typique reste celui d'Urbain Bouvier, gendre du notaire Cabazié. Pierre Duvanchy, habitant de l'île de Montréal, lui doit une certaine somme, mais

55. (Claude-Charles Le Roy, sieur de Bacqueville et de) La Potherie, *Histoire de la Nouvelle-France*, (4 vol., Paris, 1753), 111: 290.

56. *Ibid.*, 111: 219.

Bouvier ne pourra prendre les bêtes à cornes de son débiteur, faute de l'assentiment royal⁵⁷.

Nous savons par contre, que les textes de La Hontan sont pour la plupart fort à caution. L'esprit trop imaginaire du gentilhomme gascon mène tout droit au dénigrement des mœurs canadiennes. Mais il faut reconnaître que certains passages restent acceptables. Ainsi le baron de La Hontan remarque que les officiers en service en Nouvelle-France épousent généralement des Canadiennes. De la Côte de Beaupré, le 2 mai 1684, il écrira que ces dernières apportent en dot "un Bœuf, une Vache"⁵⁸. Rien d'étonnant si nous songeons que ces nouveaux mariés se consacrent presque toujours à la culture du sol. Enfin nous connaissons l'importance et la valeur des ruminants à l'époque. Ils peuvent donc figurer avec avantage dans l'apport de la mariée. Plus tard, dans une lettre écrite de Québec et datée du 28 septembre 1689, le même narrateur nous raconte l'échec d'un parti d'iroquois devant Montréal et la délivrance d'un "Vacher Canadien qui étoit leur esclave depuis quelques années..."⁵⁹ Cette présence indique bien qu'on cherche toujours à intéresser l'indigène à l'élevage.

D'un autre côté, l'expansion démographique de la colonie laurentienne est corrélative à la consommation de denrées alimentaires. Le nombre des bouchers augmente à tel point, que le 24 mars 1692, le Conseil Souverain doit réglementer à l'effet d'enjoindre⁶⁰:

à ceux qui veulent tenir boucherie d'en faire la déclaration dans les 8 jours et de dire combien de bêtes ils peuvent tuer par semaine; fixant le prix du bœuf à 5 sols, de Paques au 30 juin, et à 4 sols, du premier juillet au carême; défendant de tuer des veaux ayant moins d'un mois; défendant d'apporter de la viande au marché avant de l'avoir offerte aux bouchers de la ville, à un sol meilleur marché; obligeant les habitants à fournir des certificats des voisins que la viande ne provient

57. *Arrêts et règlements du Conseil Supérieur de Québec et Ordonnances et Jugements des Intendants du Canada* (3 vol., Québec, 1854—1856), 2: 128.

58. *Voyages du baron de La Hontan dans l'Amérique Septentrionale*, (2 vol. Amsterdam, MDCC.XXXXI.) 1: 15. Lettre 11.

59. *Ibid.*, 11: 110. Lettre XVII.

60. *Répertoire des Arrêts, Edits, Mandements, Ordonnances et Règlements relatifs à Montréal sous le Régime Français* (1640—1760), (Montréal, 1919), 42.

pas d'animaux malades; permettant aux habitants de vendre au marché (lorsque les bouchers n'auront pas voulu l'acheter), les mardi et samedi, en été, les mardi et vendredi, en automne et en hiver; défendant aux cabaretiers d'acheter au marché avant 8 heures...

Ce dernier paragraphe marque un tournant dans notre vie économique. L'État intervient directement dans le commerce. On établit d'abord un plafond aux prix de la viande destinée à la consommation. Le montant varie naturellement avec les saisons. Aussi est-il logique qu'il soit plus élevé au printemps et au début de l'été, puisque durant cette période, la vache doit nourrir son veau. Alors les abattages sont réduits au minimum. Autre chose importante à signaler. Cette ordonnance du 24 mars nous place en face d'un monopole de la plus grande authenticité. Avec l'assentiment du Conseil, les bouchers ont le privilège exclusif de l'achat des viandes. Et encore, à un prix inférieur à celui demandé par l'habitant sur les marchés. Enfin par soucis d'hygiène, les détaillants devront fournir à leurs clients, une attestation de personnes du voisinage de leurs fermes à l'effet que les animaux mis en vente ne souffraient d'aucune maladie.

Pendant qu'on discute la vente de leurs dépouilles, ces animaux n'en continuent pas moins de causer des ennuis aux censitaires. Par exemple, le 24 avril 1693, M. Fleury Deschambault émet une nouvelle proclamation relative à la garde des animaux et particulièrement des bêtes à cornes⁶¹. Le 8 mai 1699, autre ordonnance de M. Juchereau qui enjoint de garder ou faire garder les animaux jusqu'après les récoltes, à peine de dix livres d'amende. Le 10 du même mois, le huissier Pruneau fait la lecture de cette pièce à la porte de l'église paroissiale de Montréal et l'affiche ensuite au poteau de la place publique⁶².

Tout à la fin du dix-septième siècle, les Canadiens cherchent de plus en plus à comprimer les dépenses. Le colon possède maintenant son métier à tisser. Il fabrique lui-même une part de ses vêtements et utilise largement les fourrures pour le reste⁶³. Les enseignements

61. *Ibid.*, 44.

62. *Ibid.*, 52.

63. Arthur Vallée, *Un biologiste canadien Michel Sarrazin (1659—1735) sa vie, ses travaux et son temps*, (Québec, 1927), 153.

de Talon profitent aux habitants. Par contre, des règlements de plus en plus sévères s'appliquent à notre économie. Les intendants visent particulièrement à encourager l'élevage du bétail à cornes. Rien n'est aussi négligé dans les autres domaines, mais malgré cet encouragement et cette activité, le coût de la vie reste sensiblement élevé en Nouvelle-France.

Même chose en Acadie où les censitaires élèvent beaucoup de bétail, surtout dans les terres hautes⁶⁴. Fort heureusement, l'agriculture et l'élevage sont partout en pleine période d'essor.

Robert-Lionel SÉGUIN, L.Sc.S.

Rigaud de Vaudreuil,
ce 26 février 1953.

Ouvrages reçus et dont un compte rendu paraîtra dans nos prochaines livraisons:

- 1o Daveluy, (Mlle Marie-Claire): *Marie-Bertille de l'Eucharistie, f.m.m.*
- 2o Thériault (Yvon): *L'Apostolat missionnaire en Mauricie.*
- 3o Plante (Albert, s.j.): *Les Ecoles séparées d'Ontario.*
- 4o Société historique du Nouvel-Ontario: *Documents historiques*, no 26.
- 5o Stanley (George F.G.): *Louis Riel, Patriot or Rebel?*
- 6o Provost (abbé Honorius): *La Censive Notre-Dame de Québec.*

64. Rameau de Saint-Père, *Une Colonie Féodale en Amérique, l'Acadie (1604—1881)*, (2 vol., Paris-Montréal, 1889), 1: 232.